

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

GAMBIE : MORT DE DEUX SOLDATS SÉNÉGALAIS

« Une attaque de cette ampleur contre la force Ecomig, c'est inédit », estime un bon connaisseur de la zone, qui souligne que la localité de Bwiam, au sud de la Gambie, est proche du fief de la faction MFDC dirigée par Salif Sadio. Une zone de forêt, et de coupe de bois, « ce qui constitue une économie de guerre » pour le MFDC poursuit notre interlocuteur. Il rappelle que des combattants « ont accusé par le passé l'armée sénégalaise déployée dans la mission de la Cédéao de faire des incursions depuis le territoire gambien ».

MALI : BAMA-KO DEMANDE LE DÉPART IMMÉDIAT DES TROUPES DANOISES

C'est avec « étonnement », dit le communiqué officiel, que le gouvernement malien a constaté le déploiement sur son territoire des troupes danoises au sein de la force Takouba. Créée en mars 2020, Takouba regroupe plusieurs membres des forces spéciales de pays européens destinées à accompagner les soldats maliens au combat face aux jihadistes. Le communiqué souligne que ce déploiement des forces danoises a été fait sans le consentement des autorités maliennes comme l'exige un protocole additionnel applicable aux partenaires européens.

Burkina Faso : la rue salue le coup d'Etat !

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

Si la communauté internationale et les pays de la CEDEAO condamnent à l'unisson le coup d'Etat au pays des hommes intègres, la rue burkinabè salue l'action des militaires. Plusieurs heures se sont écoulées entre la prise de la télévision nationale à Ouagadougou par des soldats encagoulés et l'officialisation du putsch au Burkina Faso lundi dernier. Le visage du nouvel homme fort du pays, le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, est apparu sur les écrans en fin de journée, après un week-end de tensions et de mutineries dans plusieurs casernes du pays, où les attaques terroristes ont fait plus de 2 000 morts en six ans.

Le Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR), « qui regroupe toutes les composantes des forces de défense et de sécurité, a ainsi décidé de mettre fin au pouvoir de M. Roch Marc Christian Kaboré », a fait savoir à la télévision le capitaine Kader Ouedraogo, entouré d'une quinzaine de militaires, en treillis et bérets rouges.

Les putschistes ont annoncé la fermeture des frontières terrestres et aériennes à partir de minuit, dissous le gouvernement ainsi que l'Assemblée nationale et « suspendu » la Constitution. Un couvre-feu a également été décrété, de 21 heures à 5 heures, sur toute l'étendue du territoire, « jusqu'à nouvel ordre ». Lundi, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, qui a dit suivre « avec une profonde inquiétude » la situation, a appelé les militaires « à déposer les armes » et à « assurer la protection » du président Kaboré, qui a été, selon son entourage, placé dans une « villa surveillée ». Après la déclaration télévisée de la junte, quelques centaines de partisans rassemblés sur la place de la Nation, au cœur de la capitale, ont crié leur joie et entonné l'hymne national. « La patrie ou la mort, nous vaincrons ! », ont chanté ces derniers, en bran-



La rue en liesse

dissant des petits drapeaux du Burkina Faso. « Avec le président Roch, on vivait chaque jour des tueries, la misère, maintenant avec les militaires au pouvoir on espère retrouver la paix », veut croire Ousseni Bamogo, un soudeur au chômage. Dans le centre-ville, des groupes de

jeunes paraient également sur leur moto, klaxonnant et criant : « Le pays est libéré ! Vive l'armée ! »

La confirmation du putsch a mis fin à une longue journée d'incertitude au Burkina Faso, mais n'a pas levé le voile sur le sort du président déchu. Dans la nuit

de dimanche à lundi, des tirs ont été entendus près du domicile du chef de l'Etat, dans le quartier de la Patte-d'oie, et trois véhicules criblés de balles ont été retrouvés aux abords de la demeure, abandonnés en pleine rue. Des traces de sang recouvraient les sièges de l'un des véhicules.

Paris a-t-il joué un rôle ?



Roch Kaboré, le président déchu.

J.O
Libreville/Gabon

Hier, le Burkina Faso s'est réveillé avec, à sa tête, un gouvernement militaire qui a annoncé depuis les studios de la télévision nationale la suspension de la Constitution et la dissolution du gouvernement ainsi que de l'Assemblée nationale. Le président Roch Kaboré a quant à lui présenté sa

démission dans une lettre manuscrite.

Méfiant vis-à-vis de son armée, qu'il soupçonnait de vouloir le renverser et reprendre le pouvoir, le président déchu semblait se méfier aussi de l'opération militaire Barkhane et refusait une présence militaire française importante sur le territoire burkinabè.

Pour Antoine Glaser, fondateur et ancien rédacteur en chef de «La Lettre du Continent», une publi-

cation bien informée des dessous de la vie politique du continent africain, «Roch Kaboré avait une certaine distance vis-à-vis de la France, qui lui reprochait de ne pas vouloir réformer son armée. Il avait accepté la présence de l'opération Sabre, constituée de forces spéciales françaises basée près de Ouagadougou mais il ne tenait pas à avoir une opération Barkhane dans son pays parce que Barkhane, c'est quand même une force conventionnelle à l'ancienne que la jeunesse africaine considère comme un retour aux années de la France-Afrique».

«Plusieurs points de chute dans les pays voisins avaient été étudiés pour mettre à l'abri le président, mais ce dernier a refusé d'être exfiltré par Paris». Cette information a été démentie par l'Élysée dès la parution de cette note, toujours selon le site spécialisé sur l'actualité et les enjeux du continent africain qui rapporte également que «le monsieur «Afrique» du Quai d'Orsay, Christophe Bigot, s'était rendu à Ouagadougou début décembre. Il y avait rencontré Kaboré.